

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVELNORD

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2026.004
Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le plan pluri-annuel de contrôle. Les thèmes évoqués pendant la visite portent sur l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui est entré en application, pour les installations existantes, le 9 décembre 2024. L'objectif de la présente inspection est de vérifier la conformité de l'exploitant avec l'arrêté précité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit, sur le site d'Hordain, des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023.

Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006, 07/02/2017 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site et la surveillance environnementale (arrêté préfectoral complémentaire du 07/02/2017). Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	MTD 11 - Surveillance - Émissions dans les gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	MTD Revêtement des véhicules - AIR	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 1 –Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1	Sans objet
2	MTD 2 - Performance environnementale globale	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.2	Sans objet
3	MTD 3 et 4- Choix des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3	Sans objet
4	MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4	Sans objet
5	MTD 9 – Nettoyage	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.8	Sans objet
7	MTD 12 – Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 04/02/2022, article Annexe – 2.9.3	Sans objet
8	MTD 15 - Traitement des COV	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.2	Sans objet
9	MTD 20 - Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.1.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier que ce qui avait été indiqué dans le dossier de réexamen en lien

avec le BREF STS (dossier déposé le 07/06/2022), était cohérent avec les pratiques de l'exploitant. L'inspection relève, cependant, une non conformité en lien avec les rejets de l'oxydateur thermique qui dépassent les VLE (valeur limite d'émission) de l'arrêté ministériel du 03/02/2022. Ce dépassement est confirmé par le contrôle inopiné mandaté par la DREAL et qui a eu lieu le 19/05/2025 pointant un dépassement en COVT supérieur à deux fois la valeur limite d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 1 –Système de management environnemental (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mise en place et application d'un système de management environnemental (SME)</p> <p>...</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement sont proportionnés à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen, reçu par le préfet le 07/06/2022, il est indiqué que le site est certifié ISO 14001. Il est également indiqué que la politique environnementale est régulièrement mise à jour et au maximum tous les 3 ans.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le site était toujours certifié ISO 14001. Le certificat a pu être consulté, il a été établi par la société DNV, référencé n°C546032. Ce certificat est valable du 29/07/2024 au 28/07/2027.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD 2 - Performance environnementale globale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Amélioration de la performance environnementale globale de l'unité pour les émissions de COV</p>

... faire régulièrement (au moins une fois par an) le point de la situation ...
<p>Constats :</p> <p>Il est indiqué dans le dossier de réexamen que le bilan COV est établi chaque trimestre ce qui permet d'actualiser les impacts de chaque stade du processus de peinture et d'apprécier l'avancement des actions de progrès.</p> <p>Le site dispose d'un fichier "GMAT" recensant tous les mois, toutes les surfaces de véhicules produites avec les caractéristiques associées (longueur du véhicule, surface peinte, type de peinture, couleurs, taux de dilution, extrait sec...).</p> <p>Ce fichier recense également la consommation de produit ainsi que les déchets émis durant le mois considéré.</p> <p>Ce fichier permet à l'exploitant de suivre la consommation de solvant émis par véhicule et de voir si les actions mises en place permettent une diminution.</p> <p>Parmi les actions d'amélioration mises en place : il a été retiré de la peinture des endroits non visibles ou inutiles (sous capot, plancher si recouvrement prévu...), une peinture contenant une proportion moindre de solvant est également utilisée depuis plusieurs années, enfin l'overspray est réalisé à 18cm au lieu de 22cm entre le bol et la tôle, ce qui diminue la consommation de peinture.</p> <p>Ainsi en 2020, l'exploitant relevait environ 30g de solvant / m² de véhicule peint contre 21g de solvant/m² de véhicule peint en 2025.</p> <p>Une animation en club métier permet également de partager les bonnes pratiques d'amélioration (avec les autres sites du groupe).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD 3 et 4- Choix des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réduction de l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières :</p> <p>2 techniques à mettre en œuvre de façon générale :</p> <p>a) Utilisation de matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement (CMR, SVHC à substituer)</p> <p>b) Optimisation de l'utilisation des solvants organiques dans le procédé</p> <p>Réduction de la consommation de solvants, des émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières :</p> <p>1 ou plusieurs techniques a) à h) à mettre en œuvre :</p>

- a) Utilisation de peintures/revêtements/vernis/encres/colles solvantés à haute teneur en extrait sec,
- b) ... à base aqueuse,
- c) ... réticulés par rayonnement,
- d) colles bi-composants sans solvant organique,
- e) colles thermofusibles,
- f) revêtements en poudre,
- g) film laminé pour l'application de revêtements en continu,
- h) substances autres que des COV ou de COV à faible volatilité

Constats :

Il est indiqué dans le dossier de réexamen que toute utilisation de nouvelle substance est soumise à une validation par une instance regroupant des experts santé, sécurité au travail et environnement. Ces autorisations intègrent les conditions d'usage et sont enregistrées dans une application centralisée (CHEMA).

En lien avec la prescription précédente :

- les produits choisis sont à haut extrait sec ;

- dans l'utilisation, il y a réduction de la quantité de solvant pour la purge des circuits de distribution. Les solvants arrivent via une canalisation, une fois l'application faite, ils sont récupérés puis régénérés (hors de l'établissement) ;

- il y a utilisation de produits de nettoyage à faible teneur en solvant ;

- il y a une optimisation des process de production (gamme courte), un emploi de produits à hauts extrait sec est mis en œuvre ;

- un travail est effectué sur l'épaisseur des peinture, une couche plus faible va permettre d'agir sur la diminution des émissions de COV.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation des matières contenant des solvants ou des matières dangereuses à l'aide de toutes les:

- techniques de gestion :

- a) Etablissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements

- techniques de stockage

- b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection
- c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production
 - techniques de pompage et de manutention des liquides
- d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage
- e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage
- f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques
- g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques

Constats :

Il est indiqué dans le dossier de réexamen que la zone de préparation et de distribution des produits de peinture était sur rétention.

Les contenants sont fermés hermétiquement jusqu'à la mise en production

Une partie des solvants est stockée dans des cuves à leur arrivée sur site. Un système d'avertisseur lumineux est présent sur les cuves afin de suivre leur niveau de remplissage. Ce niveau de remplissage est également suivi de manière informatisée. Certains solvants, stockés en plus petits volumes, sont livrés dans des grands récipients vrac. Ces derniers sont notamment utilisés pour le stockage des solvants au niveau des cabines et des box petites retouches peinture. Un opérateur est en poste dans l'atelier de préparation.

Le stockage sur site ne dépasse pas une semaine (dans l'idéal) en fonction des besoins de production (livraison hebdomadaire). Seuls les solvants utilisés pour les cabines de retouches sont stockés sous forme de bidons directement dans ces cabines. Les solvants utilisés dans le cadre de l'étape de peinture sont quant à eux distribués directement depuis la centrale de stockage et ne sont pas stockés dans la zone de production

L'inspection a réalisé la visite de la zone de préparation et de stockage des produits de peinture. Les contenants et cuves vus pendant la visite étaient fermés et sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD 9 – Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.8

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Réduction des émissions de COV résultat des procédés de nettoyage - réduction au minimum des agents de nettoyage à base solvantée

Combinaison de techniques suivantes à appliquer :

- a. Protection des zones et des équipements de pulvérisation
- b. Elimination des solides avant nettoyage complet
- c. Nettoyage manuel à l'aide de chiffons pré-imprégnés
- d. Utilisation d'agents de nettoyage à faible volatilité
- e. Nettoyage à base aqueuse
- f. Laveuses fermées
- g. Purge avec récupération des solvants organiques

- h. Nettoyage par pulvérisation d'eau à haute pression
- i. Nettoyage par ultrasons
- j. Nettoyage à la neige carbonique (CO2)
- k. Nettoyage à la grenaille de plastique

Constats :

Le dossier de réexamen indique la combinaison des techniques suivantes : a), b), c), d), g), h), i)

Il a été indiqué à l'inspection les informations suivantes :

Les robots sont protégés des éclaboussures de peinture par des "membranes".

L'élimination du surplus s'effectue par grattage quand il y a accumulation de peinture tout au long de la chaîne de peinture. Cette étape est préalable au nettoyage à l'eau industrielle sous haute pression.

Les chiffons sont imprégnés de solvants pour le nettoyage des robots.

Les agents de nettoyage utilisés font l'objet d'une analyse au préalable de leur mise à disposition sur site. Les solvants alors utilisés sur site disposent globalement d'une faible volatilité.

Les différentes couleurs possèdent un circuit propre à chacune d'entre elles afin d'éviter les purges. Malgré tout, lorsque des purges sont réalisées, les solvants sont récupérés puis régénérés (en externe).

Les cabines sont nettoyées de manière hebdomadaire à l'aide d'une tondeuse (laveuse disposant d'une lame) haute pression (800 bars). Le nettoyage du convoyeur se fait également à haute pression.

Le nettoyage par ultrasons n'a pas été investigué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD 11 - Surveillance - Émissions dans les gaz résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

2.9.2. Surveillance des émissions dans les gaz résiduels.

L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Substances Paramètres	Secteurs / Sources	Norme(s)	Fréquence minimale de surveillance
Poussière	Revêtement des véhicules - revêtement par pulvérisation	NF EN 13284-1	Une fois par an (1) Revêtement d'autres surfaces métalliques

	pulvérisation		surfaces métalliques et plastiques - revêtement par pulvérisation
COVT	Tous secteurs - Toute cheminée avec un flux de COVT < 10kg C/h	NF EN 12619	Une fois par an (1) (2) (3)
COVT	Tous secteurs - Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10kg C/h	N o r m e s E N g é n é r i q u e s (4)	En continu
NOX	T r a i t e m e n t t h e r m i q u e d e s e f f l u e n t s g a z e u x	NF EN 14792	Une fois par an (7)
CO	T r a i t e m e n t t h e r m i q u e d e s e f f l u e n t s g a z e u x	NF EN 15058	Une fois par an (7)

(1) Autant que possible, les mesures sont effectuées au niveau d'émission le plus élevé prévu dans les conditions normales de fonctionnement.

(2) Dans le cas d'un flux maximal de COVT inférieur à 0,1 kg C/h, ou d'un flux maximal de COVT sans dispositif de réduction inférieur à 0,3 kg C/h, la fréquence de surveillance peut être ramenée à une fois tous les 3 ans, ou la mesure peut être remplacé par un calcul, pour autant que celui-ci fournisse des données d'une qualité scientifique équivalente. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs correspondants ainsi que les détails du calcul. On entend par flux maximal le flux en sortie de chaque cheminée, y compris en cas de panne ou de dysfonctionnement des installations de traitement.

(3) Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.

(4) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont NF EN 15267-1, NF EN 15267-2, NF EN 15267-3 et NF EN 14181.

[...]

(7) Dans le cas d'une cheminée dont le flux maximal de COVT est inférieur à 0,1 kg C/h, la

fréquence de surveillance peut être ramenée à une fois tous les 3 ans. On entend par flux maximal le flux en sortie de chaque cheminée, y compris en cas de panne ou de dysfonctionnement des installations de traitement.

Constats :

Cette MTD et notamment la prescription associée relative à l'article 3.1.1.2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 fait l'objet d'une demande d'aménagement de la part de l'exploitant, en ce qui concerne la surveillance en continue des rejets dont le flux de COVt dépasse 10kgC/h. Ce point fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire à venir et encadre la périodicité à respecter pour ces émissaires.

Concernant les autres points, l'exploitant a indiqué avoir mis en place la surveillance du paramètre "poussières" pour l'ensemble des cheminées des bâtiments 2 peinture, bâtiment 1 (BTU) et BUVO (cabine peinture et box retouche). La périodicité à mettre en œuvre est annuelle, l'application de peinture ne se faisant que par pulvérisation. L'inspection a pu consulter quelques rapports, par sondage, pour vérifier cette périodicité. Il n'a pas été constaté de non-respect de la périodicité annuelle sur le paramètre poussières

Concernant les flux de COV, toutes les cheminées précitées ont fait l'objet d'une mesure pour l'année 2025. L'inspection a pu vérifier, par sondage, la réalisation de ces analyses (intervention du labo DEKRA le 16/09/2025). 3 cheminées ont des rejets dont le flux dépasse 10 kg/h (CAB-B1, CAB-B2 et CAB-VERNIS). Pour les rejets CAB-B1 et CAB-VERNIS, une fréquence de surveillance trimestrielle est mise en place conformément à la demande d'aménagement précitée. Pour le rejet CAB-B2, le dépassement de COVT en flux >10kgC/h est récent (première apparition fin 2024), l'exploitant indique mettre en place une fréquence de surveillance trimestrielle sur ce conduit à partir de l'année 2026. Les résultats obtenus lors de l'analyse de l'année 2025 confirme ce flux de COVT supérieur à 10kgC/h.

L'inspection n'a pas vérifié si les paramètres NOX et CO étaient vérifiés pour l'installation de traitement thermique (RTO).

Les normes pour la réalisation des prélèvements et analyses n'ont pas fait l'objet de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une surveillance trimestrielle pour l'ensemble de ces conduits dont le flux de COVT dépasse 10 kg C/h.

La fréquence trimestrielle sera prescrite pour les conduits dont les flux sont supérieurs à 10 kgC/h conformément à la demande d'aménagement à la MTD 11 demandée par l'exploitant dans son dossier de réexamen et compléments apportés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : MTD 12 – Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/02/2022, article Annexe – 2.9.3

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

2.9.3. Surveillance des rejets dans l'eau L'exploitant surveille ses rejets dans l'eau en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

En l'absence de norme précisée dans le tableau, les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel sont réputées satisfaire aux exigences de l'alinéa précédent.

Substance Paramètre	Secteur	Norme(s)	Fréquence minimale de surveillance
MEST	Revêtement des véhicules	NF EN 872	une fois par mois
DCO (1)	Revêtement des véhicules	Pas de norme EN disponible (ou COT et norme(s) NF EN 1484)	une fois par mois
Ni	Revêtement des véhicules	Plusieurs normes EN (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2, NF EN ISO 15586)	une fois par mois
Zn	Revêtement des véhicules	Plusieurs normes EN (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2, NF EN ISO 15586)	une fois par mois
AOX	Revêtement des véhicules	NF EN ISO 9562	une fois par mois

F-	Revêtement des véhicules	NF EN ISO 10304-1	une fois par mois

(1) Le paramètre à surveiller est soit le COT, soit la DCO. La surveillance du COT est préférable car elle n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques

Constats :

L'inspection a pu constater que la fréquence mensuelle est respectée pour l'ensemble des paramètres présentés ci-avant.

Il est à noter que, pour certains paramètres, une fréquence plus contraignante s'applique (via l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/02/2006 notamment).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD 15 -Traitement des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Réduction des émissions de COV dans les gaz résiduels et utilisation plus efficace des ressources par l'application d'1 ou plusieurs des techniques suivantes :

I. captage et récupération des solvants dans les effluents gazeux

a. Condensation

b. Adsorption au moyen de charbon actif ou de zéolithes

c. Absorption à l'aide d'un liquide approprié

II. traitement thermique avec valorisation énergétique des solvants contenus dans les effluents gazeux

d. Transfert des effluents gazeux vers une installation de combustion

e. Oxydation thermique avec récupération

f. Oxydation thermique régénérative à lits multiples ou avec distributeur d'air rotatif sans soupape

g. Oxydation catalytique.

III. traitement des solvants contenus dans les effluents gazeux sans valorisation énergétique ni récupération des solvants

h. Traitement biologique des effluents gazeux

i. Oxydation thermique

Constats :

La technique b est mise en place.

L'exploitant a indiqué que la technique par adsorption sur roues zéolithes était mise en place pour les cabines vernis, et les cabines Base 1 et Base 2.

La technique e est également mise en place.

L'exploitant a indiqué que les gaz chauds issus de l'oxydateur thermique sont utilisés pour

réchauffer une partie de l'eau utilisée sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD 20 - Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

Article 3.1.3.1 Consommation spécifique d'eau

L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'eau décrits ci-dessous :

Secteur	Type de produit	Unité	Niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'eau (moyenne annuelle)
Revêtement des véhicules	Camionnettes	m3/véhicule revêtu	2.5

Constats :

L'exploitant a indiqué suivre sa consommation d'eau par véhicule produit. Le fichier "GMAT" présenté au point de contrôle n°2 lui permet d'être précis dans son suivi. Sur les 12 derniers mois glissants, la moyenne mensuelle s'établit à 1.7 m³/véhicule. L'exploitant note un pic sur le mois d'août, sur ce mois d'août 2025, la consommation était de 2.598 m³/véhicule. Ce chiffre s'explique par :

- le peu de véhicules produits sur ce mois (15 jours sont réservés à la maintenance)- l'utilisation importante de l'eau par rapport aux autres mois, en lien avec toutes les purges et nettoyage réalisées pendant cette période de maintenance.

L'exploitant constate une amélioration par rapport aux années précédentes où la consommation d'eau était proche des 1.9 m³/véhicule revêtu. L'exploitant respecte la moyenne annuelle de 2.5 m³ d'eau utilisée par véhicule revêtu.

d'eau utilisée par véhicule revêtu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD Revêtement des véhicules - AIR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

Prescription contrôlée :

3.1.1.1 Emissions totales de COV dues au revêtement des véhicules

L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Type de véhicule	Unité	VLE(1) (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Camionnettes	g de COV par m ² de surface	Unité existante 40

3.1.1.2 Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes.

Paramètre	Unité	VLE (1) (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOx	mg équivalent NO ₂ /Nm ³	100 (2)
CO	mg/Nm ³	100

COVT	mgC/Nm3	20 pour un rendement de la technique d'oxydation pour l'élimination COV < ou = à 98%
COVT	mgC/Nm3	50 pour un rendement de la technique d'oxydation pour l'élimination COV > 98%

Constats :

Constat lié à l'article 3.1.1.1

En lien avec le fichier de suivi "GMAT" présenté au point de contrôle n°2, l'exploitant suit la consommation de solvant, et donc la consommation de COV par rapport aux véhicules produits (surfaces peintes). L'exploitant a indiqué être passé d'une consommation de 30 g de COV/m² de surface en 2020 à environ 21 g de COV/m² de surface prévue pour l'année 2025. Sur l'année 2024, le chiffre était de 18g/m². Pour l'exploitant la différence provient du mode de calcul et du type de véhicule produit. Dans tous les cas, l'exploitant respecte la valeur indiquée à l'article 3.1.1.1 pour les camionnettes.

Constat lié à l'article 3.1.1.2.

L'inspection a mandaté la réalisation d'un contrôle inopiné qui a eu lieu le 19/05/2025 par la société SOCOTEC. Le rapport d'analyse, daté du 18/06/2025 indique les résultats suivants :

Paramètre	Valeur mesurée	VLE applicable
Vitesse au débouché (m/s)	11.90	>10
CO (mg/Nm3)	13.14	100
NOX (mg/Nm3)	7.92	100
Rendement COVt (%)	93.2	>90

COVT (mg/Nm3)	47.79	20 *
---------------	-------	------

* pour un rendement inférieur à 98% Les valeurs limite d'émission pour le monoxyde de carbone (CO) et pour les oxydes d'azote (NOX) sont respectées.

Le bureau de la qualité de l'air, interrogé par l'Inspection, a confirmé que les valeurs limites de COV fixées dans l'arrêté ministériel du 03/02/2022 (AM STS) sont issues de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 - article 27-7 dans sa version actuelle issue de l'AM du 29/05/2000 et s'applique aux rejets de l'oxydateur de Stellantis depuis 2012; en effet, la dérogation prévue à l'article 70-VII-a permettant aux installations autorisées avant le 1er janvier 2001 et dotées d'un équipement de traitement des émissions de COV de disposer d'une VLE de 50 mg/Nm3 quelque soit le rendement prenait fin au 1er janvier 2012. Cette évolution réglementaire n'avait pas été identifiée préalablement par l'exploitant ou l'Inspection.

La VLE (valeur limite d'émission) pour les COVT est dépassée en concentration. L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des concentrations en COVT pour l'incinérateur, ces derniers sont souvent supérieurs à la VLE de 20 mgC/Nm3. L'exploitant indique que cette valeur en concentration est atteinte du fait du faible rendement de l'incinérateur. En effet, si le rendement était supérieur à 98%, la VLE de 50 mg/Nm3 s'appliquerait alors et il n'y aurait pas de dépassement. Cette faible valeur de rendement s'explique par la faible alimentation en COV de l'incinérateur, du fait également de la baisse de consommation en solvant. L'incinérateur est certainement surdimensionné pour les besoins actuels du site. L'exploitant a indiqué avoir chiffré le remplacement de cet incinérateur, le montant s'élèverait à environ un million d'euros. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas indiqué de mesures ou actions prévues pour se conformer aux VLE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui indiquer les actions qu'il prévoit de mettre en place pour se conformer aux VLE de l'arrêté ministériel.

L'exploitant transmettra les actions choisies ainsi que le calendrier prévisionnel associé sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois